

Rencontre avec Benoît Mergola, enseignant d'ESC au Lycée de Carpentras, formateur de formateurs « Valeurs de la République et laïcité »

Depuis de nombreuses années, mon activité professionnelle est diversifiée. Mon temps de travail est divisé sur l'année en trois parties.

Je suis professeur d'éducation socioculturelle à mi-temps en lycée agricole et je suis par la force de mon parcours, le remplaçant privilégié des collègues d'Histoire géographie et de Philosophie. Deux disciplines que j'ai enseignées par le passé.

Pendant le reste des temps scolaires, je travaille pour un dispositif porté par l'ANCT (*agence nationale de la cohésion des territoires*) qui s'intitule : « Valeurs de la République et laïcité » (VRL). Au sein de ce dispositif j'ai plusieurs missions.

J'ai en premier lieu, la mission de former et d'accompagner les formateurs régionaux du dispositif VRL en PACA. Il y a aujourd'hui environ 200 formateurs régionaux (on les appelle, formateur N2) en PACA et j'assure le « SAV » de la formation qui leur a été donnée, sachant que j'ai animé 15 des 16 sessions de formation de formateur. Par conséquent, je leur apporte un soutien andragogique, tant sur les parties historiques, juridiques et anthropologiques que sur les contenus de formation.

En deuxième lieu, j'anime moi-même des sensibilisations (*Qu'on appelle N3*) pour diverses administrations publiques sur tout le territoire PACA. J'interviens pour des préfectures, pour la DRDJSCS, pour le CNFPT, la PJJ... En outre, depuis 2018, je déploie en moyenne deux fois par an cette sensibilisation au sein de mon EPL en partenariat avec le LEGTA d'Avignon.

Pour terminer, grâce à mon statut dans le dispositif VRL, je suis régulièrement invité à des tables rondes ou des conférences, organisées dans le monde associatif ou pour des périodes à thèmes, comme la semaine de la citoyenneté pour Canopé et les INSPE.

Pendant les vacances scolaires, je dirige des formations BAFA et BAFD et l'été je reprends mon ancien métier de directeur d'ACME (*accueil collectif de mineurs à caractère éducatif*) ; en général, quand c'est possible, je dirige des séjours pour adolescents à l'étranger dit : « séjour itinérants ».

Pourquoi avez-vous choisi de vous former et de diffuser cette formation, quelle a été votre motivation ?

Je suis entré au sein du dispositif VRL par un concours de circonstance.

En 2015 j'animais pour FORMCO une formation sur le fait religieux et la communauté éducative. Mes compétences universitaires sont tournées à l'origine vers l'anthropologie des croyances. Quand le CIEC (*Comité interministériel à l'égalité*

et la citoyenneté) s'est réuni en 2015 après les événements tragiques de janvier, ils ont décidé la mise en place du dispositif que j'anime aujourd'hui.

Il y avait cependant un problème de ressource humaine. Il fallait trouver des formateurs capables de porter le dispositif. Le CGET (ANCT aujourd'hui) à l'époque, ma candidature qui a été retenue.

En novembre 2015 j'ai pu participer à la formation de formateurs de formateurs à Paris (*On nous appelle les formateurs N1*). L'aventure a débuté de cette manière et depuis 2015, je consacre une grande partie de mon temps sur cette thématique.

Pouvez- vous expliquer les objectifs et le contenu de ce module de formation ?

Tout d'abord, même si dans le langage usuel, on appelle ces deux jours : « formation », ce n'est au sens strictement technique qu'une sensibilisation. En effet, dans cette sensibilisation qui dure 14 heures, il n'y a aucune évaluation des acquis des personnes qui y assistent. C'est donc une formation au sens de l'apprentissage, mais une sensibilisation au sens juridique.

Ensuite, cette sensibilisation à deux objectifs : redéfinir ce que sont les valeurs de la République et le principe de laïcité et, apporter aux participants une méthodologie dans le cadre professionnelle. Pour résumer, on définit les contours du poisson le premier jour et le lendemain, on apprend à pêcher.

De ce fait, les personnes qui ont suivi les deux jours de sensibilisation sont autonomes à la fois dans la capacité à analyser des propos notamment ceux de la sphère médiatico-politique et dans la gestion de conflit en situation professionnelle.

En quoi cela répond-il aux besoins dans les établissements ?

Il y a sûrement une disparité de besoins en fonction des établissements.

Pour les établissements du Vaucluse, il n'y a pas de besoins au sens de la nécessité à court terme. La sensibilisation répond à des exigences de citoyenneté sur le long terme. Elle permet de prendre du recul et de prendre le temps de la réflexion sur des sujets complexes.

Les valeurs de la République doivent être traitées comme une course de fond avec une vision à long terme, ce qui est déjà une rupture par rapport au traitement qui est fait de ce sujet en général.

Quelles sont selon vous les principales difficultés que rencontrent les enseignants qui souhaitent travailler sur les valeurs de la République avec les jeunes ?

L'analyse des difficultés rencontrées est nécessairement ramifiée et parfois ces difficultés se superposent.

La compétence intrinsèque de l'enseignant peut être un frein. Au néophyte, le sujet peut paraître très complexe. L'enseignant peut donc se décourager devant la tâche qui semble insurmontable. Par où commencer ? Que dire ? Comment

prioriser ? Les connaissances sur le sujet sont importantes, mais il y a aussi la question de la didactique. Comment faire ? Un débat ? Un cours ? Des ateliers ? Entre le fond et la forme le sujet est perçu comme complexe. En outre, pour travailler sur ces thématiques il faudrait en parallèle, aborder deux sujets qui me paraissent former un triangle avec les valeurs de la république : le sujet des discriminations et l'enseignement laïque du fait religieux.

Il y a aussi la question des programmes. Certaines disciplines sont « désignées » comme plus propices à ces sujets. On peut observer une dichotomie entre des enseignants qui se sentent concernés et d'autres qui peuvent penser que ce n'est pas à eux d'aborder ces thèmes. Ce sont bien sûr des représentations. Au sein de mon EPL, nous sommes trois enseignants à porter ces thématiques, dont un professeur de mathématique et un professeur de biologie.

La relation entre l'enseignant et ses groupes d'apprenant est fondamentale. Il est très compliqué d'aborder ces sujets, qui impliquent forcément de s'engager au moins par la prise de parole, sans confiance. La posture professionnelle et la relation prof/élèves sont deux facteurs prépondérants pour instaurer un climat de travail autour de ces thématiques qui peuvent être perçues comme conflictuelles.

Il peut y avoir une ambiance dans la communauté qui ne permette pas un travail serein sur ces questions, ou tout simplement un manque de volonté d'en faire une priorité...

On le voit les difficultés sont multiples, mais qu'on se rassure aussi, il existe des solutions pour chacune d'entre elles.

Est-ce que la situation a évolué depuis « vos débuts », et plus spécifiquement depuis l'assassinat de Samuel Paty ?

Le dispositif a changé sur son déploiement. En 2015, le dispositif était uniquement piloté par les DRDJSCS. Aujourd'hui tous les ministères ont mis en place des sensibilisations. L'assassinat de Samuel Paty a mis en exergue toutes les difficultés ponctuelles et surtout structurelles pour aborder les valeurs de la République/Laïcité.

On a vu la multiplication des prises de positions dans les sphères médiatiques. Ces interventions, souvent pétries d'amalgames, ajoutent à cette nébuleuse d'informations dont il est difficile au final de tirer quoi que ce soit de constructif. Il suffit de voir comment est traité la laïcité dans les médias pour percevoir l'étendu du travail qu'il reste à accomplir. Quotidiennement je « débunke » des articles de presse ou des vidéos sur You tube.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'après « Samuel Paty », mais pour résumer, plus il y a des points de vue divergents exprimés dans les médias sur ces sujets, plus j'ai de travail ; sur la quantité et sur la nécessité de clarification.

Quelles sont selon vous les clefs pour aborder ces questions, le type d'actions les plus efficaces ?

Je ne pense pas qu'une action soit plus efficace qu'une autre. Je pense que c'est l'ensemble des actions en liens les unes avec les autres qui donnent de la cohérence au propos général.

Des modalités d'action, il en existe beaucoup. Des opérations ponctuelles comme le fait de marquer la journée du 9 décembre 1905. Des projets en « fils rouge », des sorties, des inclusions dans les programmes... De ma perspective, dans l'enseignement agricole, on a une grande liberté d'action dont il appartient à chaque équipe de se saisir, en fonction de ses envies et de ses possibilités.

Pour répondre à la partie de la question sur les « clefs », je dirais qu'il y a quelques éléments qui sont facilitateurs.

Le premier, qui me paraît peut-être le plus fondamental, c'est de parler de ces sujets quand ce n'est pas le feu médiatiquement. Le principe de laïcité est un principe de paix sociale, tel que voulu par ses fondateurs. Utiliser ce principe après un attentat ou pour répondre à une situation de crise, c'est complètement hors de propos et ça crée des confusions malsaines.

Le deuxième, c'est de s'appuyer sur des bases solides, à la fois documentaires et en termes de ressources humaines. Je dis documentaire parce qu'après un examen poussé de certains manuels scolaire, notamment en EMC, force est de constater que ces sujets sont très mal traités et ne permettent pas aux professeurs de transmettre des informations fiables.

En ce qui concerne les ressources humaines, il existe des personnes ressources au sein de certains EPL, dans les DRAAF ou les CRIPT pour appuyer les communautés éducatives désireuses d'avancer sur les valeurs de la République et la Laïcité. Dans cette optique je reste à la disposition des âmes volontaire pour toute forme d'aide.

Le troisième et dernier élément concerne le travail en équipe. Même si je suis référent sur ce sujet au sein de mon EPL et au sein du dispositif VRL en PACA, ça reste une démarche collective et a fortiori au sein des établissements d'enseignement. Seul dans son coin, c'est extrêmement compliqué de travailler des thématiques qui en plus concernent tout le monde. Ça n'est pas non plus réaliste d'attendre l'adhésion de toute une communauté, mais construire un noyau de quelques personnes impliquées me semble être un préalable.